

HISTORISATION DE L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE ET DE LA LUTTE DES CLASSES DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES MIGRANTES AU LIBAN



حركة مناهضة
العنصرية



Anti-Racism
Movement

Le Mouvement Antiraciste est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) fondée par un groupe de militants locaux qui travaillent ensemble avec des travailleurs migrants pour garantir la justice sociale, économique et de genre pour tous les travailleurs migrants et les groupes racialisés au Liban. Ce Mouvement (ARM) gère des centres communautaires dédiés aux travailleuses domestiques migrantes au Liban où elles peuvent se rencontrer, acquérir de nouvelles compétences, s'organiser et accéder à des informations et à une assistance. Nous mobilisons un support public en faveur de l'abolition du système de la Kafala (parrainage) et de la réalisation des droits des travailleuses domestiques migrantes à travers le plaidoyer et la création d'alliances. Nous aidons également les travailleurs migrants à accéder aux services liés au soutien juridique, à la santé mentale, à la santé sexuelle et reproductive, à l'éducation et au logement

Chercheur Principal : Ramy Shukr

Assistante de Recherche : Dana Kazma

Révision par : Salma Sakr

Révision linguistique : Cory Rodgers

Mise en page et composition : @Fabrika.cc

Nous dédions cette recherche aux migrantes courageuses du Liban, qui forgent de belles communautés résilientes dans un monde profondément injuste. Nous espérons que cela inspirera davantage des travaux de développement communautaire et une plus grande reconnaissance de l'immense travail consacré à la création de groupes et d'organisations communautaires ingénieux dirigés par des migrants.

RÉSUMÉ

Depuis les années 1980, les travailleuses domestiques migrantes arrivent au Liban et s'organisent en réseaux communautaires avec l'aide de militants locaux et d'organisations de soutien. Malgré leur invisibilité sociale et le mauvais traitement qu'elles subissent de la part d'une grande partie de la société libanaise, ces travailleuses ont créé leurs propres espaces d'appartenance. Elles sont conscientes que leur travail est sous-évalué et exclu des protections du droit du travail libanais. Elles ont alors commencé à plaider pour de meilleures conditions de vie et de travail. Cependant, elles ont été confrontées à des défis, notamment la résistance de l'Etat à la syndicalisation et un mouvement syndical nationaliste. Depuis 2010, certaines ONG féministes au Liban ont offert un plus grand soutien, mais leurs approches se concentrent souvent étroitement sur les violations des droits de l'Homme et les cas d'abus, de sorte qu'elles n'ont pas réussi à reconnaître le problème comme une question plus large des droits du travail de la classe ouvrière. Ces travailleuses ont obtenu certains succès, notamment en plaidant pour un meilleur soutien consulaire et le renforcement d'une communauté durable, mais elles sont confrontées à des obstacles tenaces tels que la désintégration des groupes, les risques d'expulsion et les difficultés à s'organiser avec des personnes de nationalités et d'origines diverses. Ce document historicise et analyse l'organisation communautaire informelle des travailleuses domestiques migrantes au Liban, tout en fournissant des recommandations et des pistes pour soutenir et renforcer leur travail.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
Méthodologie et Collecte des Données.....	5
L'Emergence du Travail Domestique des Migrantes au Liban	6
Histoire de la Kafala au Liban et au Moyen-Orient.....	7
Documentation de l'Histoire de l'Organisation Communautaire des Travailleuses Domestiques Migrantes au Liban (1980 - 2022).....	10
1980 à 1989.....	10
1990 à 1999.....	11
2000 à 2009.....	12
2010 à 2019.....	13
2020 à 2022.....	17
Réflexions sur l'Organisation Communautaire des Travailleuses Domestiques Migrantes au Liban.....	19
1. Surmonter l'isolement du travail domestique.....	19
2. L'informalité est un défi pour la durabilité ; la formalité est un défi pour la cohésion du groupe	19
3. S'unir sans syndicat : des outils alternatifs pour l'organisation du travail	20
4. Les consulats honoraires travaillent généralement à l'encontre des intérêts des travailleuses domestiques migrantes au Liban	21
5. Trouver un moyen de prendre soin des organisatrices communautaires de longue date au fur et à mesure qu'elles vieillissent ou qu'elles sont expulsées	21
6. « Nuire aux intérêts des citoyens Libanais » comme raison principale pour l'expulsion	24
Recommandations et voies à suivre	21
Vision d'avenir	23
Références.....	24



“Pour quelqu’un dont le travail ardu consiste à prendre soin des autres, la méconnaissance de son travail lui a semblé tellement absurde.”

–Kobaissy 2017

INTRODUCTION

Le travail et la vie des travailleuses domestiques migrantes au Liban sont régis par un cadre juridique appelé « Le Système de la Kafala » (ou parrainage) qui lie chaque travailleuse à un parrain/employeur spécifique qui est responsable de ses conditions de travail et de son statut de résidence dans le pays. Ce système a été qualifié par plusieurs organisations d' « esclavage des temps modernes ». Cependant, hormis ces perspectives humanitaires axées sur les abus, il n'y a pas eu beaucoup d'analyses de ce système qui porte sur les relations de classe et les droits du travail, qui mettent en lumière les luttes des travailleuses contre l'exploitation systémique. Pris entre les défis pratiques de l'organisation communautaire d'une part et les représentations trop romantisées de l'activisme d'autre part, les travailleuses domestiques migrantes ont néanmoins réussi à rassembler de petites organisations informelles. Hormis un récit historique de travailleuses domestiques migrantes tentant de former leur propre syndicat (Kobaissy 2017), l'histoire plus vaste de leurs efforts de syndicalisation n'a pas été documentée de manière significative.

Ce projet vise à présenter le premier aperçu historique des organisations et groupes communautaires formés par les travailleuses domestiques migrantes de 1980 à 2022. De plus, il analyse les défis et les opportunités auxquels sont confrontés ces groupes afin de nous aider à comprendre la situation actuelle et de contribuer à un mouvement syndical plus fort au niveau des droits des travailleuses domestiques migrantes.

Au Mouvement Antiraciste (ARM), nous avons mené une Recherche-Action Féministe Participative (FPAR) en 2019 sur la migration sûre et équitable avec Mesewat, l'une des plus grandes organisations communautaires éthiopiennes au Liban. En nous appuyant sur les conclusions de cette étude, nous avons élargi notre champ d'action pour inclure des groupes informels dirigés par d'autres femmes migrantes au Liban, dans l'espoir que cela nous aiderait, nous et d'autres individus et groupes intéressés, à mieux soutenir leurs efforts d'organisation syndicale et féministe.

Au-delà de la victimisation, nous nous engageons auprès des travailleuses domestiques migrantes en tant qu'organisatrices communautaires et agents de changement au Liban. Nous nous éloignons également de l'individualisation des abus, en la reconnaissant plutôt comme une lutte collective contre les abus systémiques institutionnalisés du système de la

Kafala. C'est pourquoi nous nous méfions du discours traditionnel sur les droits de l'homme, qui a souvent échoué à comprendre que les travailleurs migrants mènent une lutte collective contre les échelons supérieurs de la structure de classe libanaise. Dans un contexte de racialisation et d'internationalisation du travail domestique au Liban, il est nécessaire de reconnaître les luttes communes des différents groupes dirigés par des migrants et de nouer des liens entre les groupes de migrants et la classe ouvrière libanaise. Cela est particulièrement crucial compte tenu de la spirale des conditions socio-économiques auxquelles beaucoup sont confrontés depuis le début de la crise économique au Liban vers la fin de l'année 2019.

MÉTHODOLOGIE ET COLLECTE DES DONNÉES

Cette publication est basée sur des recherches menées en août et septembre 2023 auprès de travailleuses domestiques migrantes qui militent au Liban. L'équipe de recherche a mené des analyses documentaires sur l'histoire du travail domestique des migrantes au Liban, sur la syndicalisation et les syndicats du pays, sur les groupes dirigés par des migrantes, ainsi que sur les liens entre les travailleuses migrantes et l'économie et la société libanaises.

Sur la base d'une cartographie préliminaire des groupes communautaires dirigés par des travailleuses domestiques migrantes qui opéraient auparavant ou opérant actuellement au Liban, des entretiens semi-structurés ont été menés avec huit travailleuses domestiques migrantes, dont deux qui avaient été déportées du pays. Ces entretiens ont aussi inclus quatre militantes alliées qui avaient participé à la direction et au soutien de différents efforts d'organisation communautaire dans leurs communautés dans le pays. Chaque entretien a duré entre deux et trois heures et a exploré le travail d'organisation communautaire des participantes, leurs motivations, les défis, ainsi que les opportunités qu'ils envisagent pour le futur. Ce matériel a été utilisé pour former une chronologie de la création et le développement du système de la Kafala au Liban et dans le monde Arabe afin de placer ces efforts d'organisation contre le système pour lequel ils ont été créés afin de le combattre ou de le survivre.

L'EMERGENCE DU TRAVAIL DOMESTIQUE DES MIGRANTES AU LIBAN

Depuis la guerre civile libanaise, le Liban s'appuie sur les travailleurs migrants pour fournir une main-d'œuvre bon marché dans le cadre d'un modèle économique de laissez-faire composé de faibles impôts et d'un contrôle minimal des flux de capitaux. Au lieu d'un modèle économique productif basé sur le soutien à l'agriculture ou à l'industrie, l'économie libanaise s'est appuyée sur le développement de son secteur financier parallèlement au commerce, à la consommation interne et à un secteur de services limité. Afin de maximiser les profits dans le cadre de ce modèle, il a fallu augmenter les prix des matières premières, mais les coûts de production étaient faibles, ce qui nécessite alors une main-d'œuvre bon marché et non-rémunérée. En outre, l'embauche de travailleurs syriens et non-libanais aiderait les employeurs à éviter les réglementations imposées par les droits du travail auxquels les travailleurs libanais ont droit, tels que des salaires plus élevés ou des cotisations à la sécurité sociale (Chalcraft 2006).

Quant au travail domestique, les familles libanaises des classes moyennes et supérieures recrutent traditionnellement des femmes libanaises, syriennes et palestiniennes et de jeunes filles en dehors de leur patronage. Cela se comprend mieux dans le contexte de la dévaluation du travail domestique et des soins ; le système capitaliste ne considère pas le « travail de soin » comme un « travail productif », bien qu'il soit nécessaire à la reproduction de la classe ouvrière. Le travail domestique sous le capitalisme est considéré comme un « travail indirectement dépendant du marché » (Endnotes 2013), ce qui signifie qu'il doit être effectué au moindre coût possible puisqu'il n'est pas directement dépendant du marché comme c'est le cas pour d'autres types de travail. Ce travail est ainsi relégué à des personnes qui pourraient le faire gratuitement ou pour le moins cher possible, féminisant ainsi le travail domestique et le traitant comme une responsabilité de genre attribuée aux femmes. Avec la mondialisation, le phénomène des « chaînes mondiales de soins » est apparu, à mesure que les femmes des classes moyennes et supérieures qui étaient habilitées à entrer sur le marché du travail formel dans les pays plus développés reléguaient le travail domestique à d'autres femmes des classes sociales inférieures (souvent des migrantes). Ces femmes migrantes, à leur tour, relèguent le travail domestique attendu d'elles dans leur propre foyer à d'autres femmes issues des classes sociales inférieures, qui sont censées effectuer ce travail gratuitement ou pour des salaires encore moins élevés (Parreñas

2000). De cette manière, le travail domestique était non seulement féminisé mais aussi « racialisé », car les femmes migrantes d'Afrique et d'Asie du Sud étaient censées effectuer ce travail pour de bas salaires dans des pays aux revenus plus élevés ou aux devises plus fortes.

Le travail domestique entrepris par les jeunes filles de la classe ouvrière libanaises, syriennes et palestiniennes serait en échange de nourriture, d'éducation, d'abri et de socialisation au sein de l'élite libanaise du Mont-Liban. Mais après 1975, la division provoquée par la guerre civile libanaise a créé des tensions et une méfiance entre les sectes libanaises, ainsi qu'avec les Syriens et les Palestiniens. Les foyers libanais ont donc commencé à embaucher des travailleuses domestiques venant de plus loin, tel que de l'Afrique et d'autres régions d'Asie, qui n'étaient pas impliqués dans le conflit et ne seraient pas considérés comme un risque pour la sécurité du foyer (Jureidini 2009). Les crises économiques en Asie du Sud-Est ont également joué un rôle déterminant dans l'arrivée de la première vague de travailleuses migrantes sri-lankaises au Liban dans les années 1970 (Jureidini 2005). En 1978, les premières agences de recrutement employant des travailleuses domestiques sri-lankaises ont ouvert leurs portes au Liban. Dans les décennies à venir, le Liban est devenu une destination pour de nombreuses femmes en provenance du Sri Lanka, des Philippines et d'autres pays d'Asie du Sud et d'Afrique, qui espéraient gagner de l'argent qu'elles envoient à leur famille sous forme de virements de fonds (Dahdah 2014).

Vers la fin de la guerre civile libanaise, le gouvernement libanais a décidé de lier sa monnaie locale au dollar américain, ce qui a attiré de nombreux travailleurs migrants au Liban car ils pouvaient bénéficier d'un taux de change favorable. Bien que les salaires soient relativement bas au Liban, les femmes vivaient frugalement tout en travaillant afin de pouvoir envoyer une partie de leurs gains dans leurs pays d'origine, où cela aurait un pouvoir d'achat plus élevé. Dans les années 1990, le salaire moyen/commun d'une travailleuse domestique sri-lankaise était de 100 USD par mois (Faiz 1993), un taux qui permettait à une grande proportion de foyers libanais de recruter quelqu'un.

Après la fin de la guerre civile libanaise en 1990, le nombre de travailleurs migrants dans le pays a

considérablement augmenté, car le départ de nombreux Libanais pendant la guerre avait créé une demande de “main-d’œuvre peu qualifiée” (Bret 2007). Les travailleurs migrants asiatiques constituaient la majorité des travailleurs migrants dans le pays (par opposition aux travailleurs migrants arabophones). Selon Baldwin-Edwards (2005), plus de 90 % des travailleurs migrants sri-lankais travaillaient comme employées domestiques au Liban vers l’an 2000. Plus tard, en raison des liens entre les expatriés libanais vivant en Afrique, davantage de travailleuses domestiques migrantes ont été recrutées en provenance de pays africains tels que Madagascar, le Nigeria et le Sénégal (Bret 2007). Selon les données des permis de travail délivrés par le ministère du Travail, les travailleuses domestiques constituent actuellement la majorité des travailleurs migrants au Liban.

En 2016, au moins un quart des foyers libanais employaient une travailleuse domestique migrante (Organisation Internationale du Travail [OIT] 2016). De nombreux migrants au Liban sont en situation irrégulière en raison des difficultés qu’ils rencontrent pour traiter leurs documents auprès de la Sécurité Générale Libanaise (SG) – l’agence de sécurité intérieure responsable du contrôle des frontières, de la délivrance des visas et de la lutte contre le terrorisme. Beaucoup de migrants ont également du mal à récupérer leurs passeports auprès d’employeurs abusifs après leur arrivée au Liban. Pour ces raisons, le nombre de travailleuses domestiques migrantes résidant dans le pays n’est pas clair, bien que les estimations récentes chiffrent ce nombre à plus de 250 000 travailleuses (ONU 2021). La majorité des travailleuses domestiques migrantes actuellement au Liban viennent d’Éthiopie, du Bangladesh et des Philippines (OIT 2016). Triangle (2016) estime que le secteur du travail domestique migrant au Liban génère plus de 100 millions de dollars de revenus chaque année, le chiffre réel étant probablement beaucoup plus élevé.

Histoire de la Kafala au Liban et au Moyen-Orient

La région Arabe¹ compte la plus forte proportion de travailleurs migrants par rapport à la population locale parmi toutes les régions de travail désignées par l’OIT (ONU 2015). Les raisons remontent aux années 1950. L’essor du panarabisme en Égypte et dans le monde Arabe, associé à des attitudes généralement favorables envers les travailleurs et les réfugiés palestiniens déplacés par l’invasion israélienne, a entraîné une lente

montée des mouvements panarabes de gauche et des mouvements ouvriers. Cela constituait une menace pour le pouvoir et les intérêts des capitalistes locaux et des partis au pouvoir. De nombreux travailleurs chiites qui ont émigré à la suite de la révolution iranienne de 1979 se sont installés dans les pays du Golfe² avec leurs familles et ont demandé un traitement équitable et des droits égaux par rapport aux autres travailleurs (Hanieh 2011). Étant donné que ces travailleurs asiatiques étaient exclus du mouvement politique panarabe, ils n’étaient pas inclus dans l’organisation syndicale aux côtés des travailleurs arabes. La rupture entre la main-d’œuvre migrante asiatique et non arabe est devenue un outil efficace pour la classe dirigeante, qui pouvait exploiter l’exclusion ethnique du panarabisme pour embaucher une main-d’œuvre asiatique temporaire qui ne bénéficiait pas des mêmes protections de droits (Chalcraft 2011). Pour ceux au pouvoir, le système de la Kafala est le cadre juridique idéal car il nie aux travailleurs migrants tout sentiment d’appartenance ou de résidence à long terme dans le pays tout en exploitant leur travail comme main-d’œuvre bon marché. L’exclusion sociale de ces travailleurs contraste avec leur hyper-inclusion économique, car ils effectuent la majorité du travail dans les pays du Golfe. C’est l’un des nombreux exemples historiques où les revendications nationalistes et identitaires sont exploitées par la classe dirigeante au détriment tant des citoyens que des travailleurs non citoyens.

Le système de la Kafala dans les pays du Golfe accorde des droits de citoyenneté à une minorité de personnes tout en traitant la majorité des résidents comme une source bon marché de main-d’œuvre temporaire et jetable. C’est un cadre juridique unique qui régit l’emploi et la résidence des travailleurs migrants dans le monde Arabe en reliant chaque travailleur migrant à un “parrain” local responsable de la gestion de son travail et de sa vie dans le pays. Il est extrêmement difficile pour le travailleur de mettre fin à son parrainage ou de changer d’employeur, car quitter son parrain peut rendre le travailleur migrant “illégal” et exposé au risque de déportation.

Le Liban ne fait pas exception à l’exploitation de la main-d’œuvre migrante, où le nombre total de travailleurs migrants non arabes³ (y compris les travailleuses domestiques) est estimé à au moins 500 000 (Kassamali 2017). Cela a été facilité par les liens entre le Liban et les pays du Golfe, surtout après la fin de la guerre civile libanaise, lorsque le Liban a adopté sa propre version du système de la Kafala du Golfe. Contrairement à

1. Le monde Arabe ici fait référence aux pays du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord où l’arabe est la langue officielle.

2. Dans ce document, le terme “pays du Golfe” fait référence aux membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

3. Cela inclut les travailleurs de tous les pays à l’exception du monde Arabe.

d'autres pays du Golfe, le système de la Kafala au Liban n'est pas une loi codifiée, mais un ensemble de procédures basées sur la loi régissant l'entrée et la sortie des travailleurs migrants au Liban. La Sécurité Générale Libanaise gère la résidence légale et les arrangements d'emploi des travailleuses domestiques migrantes au Liban. Dans la mesure où la SG est chargée de la protection de "l'ordre public", il est sous-entendu que le gouvernement considère les travailleurs migrants comme une source de menaces potentielles à l'ordre public.

De plus, l'article 7 de la Loi du Travail Libanaise exclut les travailleuses domestiques des dispositions de la loi, leur refusant ainsi le droit au salaire minimum, à la négociation collective, à la sécurité sociale et à la liberté de réunion. Au lieu de cela, chaque travailleuse domestique migrante signe un contrat qui stipule ses conditions de travail (par exemple, salaire et jours de congé) avec son employeur à l'agence de recrutement après son arrivée au Liban. Leur droit de se syndiquer n'est pas explicitement garanti. De plus, les réglementations libanaises quant à la formation de syndicats et d'associations interdisent la création d'associations ayant des travailleurs migrants non libanais comme membres du conseil d'administration (ils peuvent uniquement rejoindre certaines associations en tant que membres, à condition de ne pas constituer la majorité de ces groupes).

Mais comment en sommes-nous arrivés là ? Avant le début de la guerre civile libanaise dans les années 1970, l'économie libanaise se composait principalement de commerçants, en plus d'une classe industrielle limitée mais remarquable composée de travailleurs libanais et arabes dans l'industrie de la soie, des chemins de fer et des tramways (Couland 1970). Cependant, selon Makdisi (2004), l'industrie libanaise s'est effondrée pendant la guerre civile, car ces petites usines ont fermé et de nombreux travailleurs ont soit quitté le pays, soit pris les armes les uns contre les autres. Plus tard, dans la période d'après-guerre, l'industrie a continué son déclin dans le cadre des plans de développement national qui ont relégué la production locale au profit des secteurs financiers et des services de l'après-guerre. L'affaiblissement de l'industrie libanaise a conduit à la consolidation d'une économie de consommation reposant également sur le secteur immobilier. Ce modèle nécessitait des marchandises très chères fabriquées avec des coûts de production minimes. Le grand nombre de travailleuses domestiques au Liban est un indicateur de la consolidation de l'économie libanaise en tant qu'économie de consommation et de rente (Jureidini & Moukarbel 2004), car elles fournissent une main-d'œuvre domestique bon marché sur laquelle la production capitaliste repose.

La dépendance sur des travailleurs migrants non arabes⁴ pour une main-d'œuvre bon marché met en lumière l'implication du marché du travail libanais dans des processus plus vastes de mondialisation et de migration du travail. Cependant, étant donné que ces dynamiques restent mystifiées pour la classe ouvrière libanaise, celles-ci ont tendance à ne pas coordonner ses efforts d'organisation avec les travailleurs de différentes nationalités, préservant ainsi le statu quo.

À la suite de la guerre civile libanaise, l'organisation syndicale au Liban est restée faible et limitée au secteur public, aux enseignants et à la classe moyenne (Longuenesse & Tabar 2014). Les syndicats du travail dans le pays ont été systématiquement affaiblis par les partis au pouvoir au Liban en faveur de relations sociales clientélistes et sectaires (Slaibi 1999). Par exemple, les partis politiques sectaires ont créé des fédérations syndicales contrôlées par les partis politiques, puis ont cherché à incorporer ces fédérations au sein de la Confédération Générale des Travailleurs Libanais (CGTL), affaiblissant ainsi sa capacité à représenter les intérêts des travailleurs et entraînant la perte de confiance des travailleurs envers l'organisation.

Les syndicats sont également restés dominés par les hommes, avec très peu (voire aucune) représentation des femmes. Par exemple, il n'y a eu aucune femme au sein du conseil exécutif de la CGTL. Malgré leur exclusion des syndicats du travail traditionnels, les travailleuses au Liban se sont organisées pour de meilleures conditions de travail dans quelques activités importantes. L'un de ces mouvements, qui comprenait à la fois des femmes et des hommes, était l'action des travailleurs contre la société de tabac libanaise "La Régie". Bien qu'ils aient réussi à attirer une plus grande attention sur les droits des travailleurs, le résultat a été la Loi du Travail libanaise qui posait un problème et qui a été décrite ci-dessus, étant donné qu'elle exclut les travailleuses domestiques de ses dispositions.

Le discours hostile adopté historiquement par les syndicats à l'égard des travailleurs migrants repose sur le fait que les travailleurs migrants sont en concurrence déloyale avec les travailleurs libanais. Il s'agit également d'une tendance des syndicats du travail libanais et de la CGTL à fermer les yeux sur les travailleurs des secteurs informels. Les travailleuses domestiques migrantes ne sont pas considérées comme de "vraies travailleuses" dans l'imaginaire collectif du mouvement syndical

4. La préférence pour les travailleuses non-arabes était due à plusieurs raisons, principalement le fait que les travailleuses migrantes étaient moins susceptibles de s'organiser politiquement pour leurs droits du travail ou pour des changements politiques (car ils étaient socialement considérés comme étrangers ne faisant pas partie de la région en raison de divisions linguistiques et raciales).

traditionnel, ce qui est lié à la dévalorisation du travail de soin dans le capitalisme. Un exemple frappant de cela est le président de la CGTL qui aurait déclaré : “Voulez-vous vraiment que j’établisse une égalité entre ma servante et la travailleuse libanaise en matière de salaires et de droits ?!” (Kobaissy 2017). Ensemble, ces facteurs ont poussé les femmes migrantes travaillant dans le secteur informel hors des syndicats du travail libanais. Au cours de la dernière décennie, les tentatives de protéger leurs droits ont largement été laissées à quelques ONG

locales et groupes de militants. Comme décrit dans la section suivante, ces groupes ont déployé d’importants efforts pour soutenir les travailleuses domestiques migrantes contre les abus flagrants auxquels elles sont confrontées. Cependant, de telles approches étaient limitées en termes de construction d’une solidarité de classe plus vaste entre les travailleurs migrants et libanais.

DOCUMENTATION DE L'HISTOIRE DE L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES MIGRANTES AU LIBAN

Les défis mentionnés ci-dessus rendent toute forme d'organisation communautaire extrêmement difficile. Néanmoins, les travailleuses domestiques migrantes ont créé des espaces d'appartenance et construit des communautés au Liban depuis les années 1970. Ce projet de recherche préliminaire constitue le premier effort visant à documenter l'histoire de l'organisation communautaire féministe des travailleuses domestiques migrantes au Liban, à partir des années 1980 jusqu'à nos jours. Quelles sont les formes d'organisation communautaire féministe que les travailleuses domestiques migrantes au Liban ont réussi à créer et comment ? Quels sont les principaux défis auxquels font face ces efforts, et à quoi devons-nous prêter plus d'attention si nous voulons soutenir leur existence et leur croissance ?

En 2012, l'OIT a réalisé une cartographie des services des ONG au Liban de 1980 à 2012. Le rapport a présenté un examen approfondi de la création et des activités de tous les groupes locaux de militants, des organisations non gouvernementales internationales (ONGI), des ONG, des groupes religieux et d'autres entités impliquées dans la fourniture de services et dans la promotion des droits des travailleuses domestiques migrantes dans le pays. Comme aucun effort similaire n'a été fait pour documenter et archiver les groupes d'organisation communautaire autogérés pour les travailleurs migrants asiatiques et africains au Liban, nous avons produit une liste préliminaire basée sur des informations provenant de rapports et d'entretiens avec des organisatrices communautaires migrantes. L'objectif de cette liste est à la fois de reconnaître les efforts investis par les organisateurs et organisatrices au Liban et de nous aider à élaborer des outils plus puissants qui s'appuient sur les succès et les échecs des groupes passés. Conformément aux conseils des organisatrices communautaires migrantes, nous avons supprimé des informations sensibles et changé des noms afin de préserver l'anonymat et de minimiser les risques pour les groupes communautaires et leurs membres. Les dates exactes de la création des groupes ont été incluses lorsque disponibles.

1980 à 1989

L'Association de Bienfaisance du Kerala (1986)

L'Association de Bienfaisance du Kerala a été créée par des travailleuses domestiques migrantes à leur arrivée au Liban. Elle a été établie avec l'aide de l'archevêque syriaque, car de nombreuses travailleuses domestiques migrantes arrivant au Liban à l'époque étaient des Malayalis, une minorité chrétienne d'Asie du Sud similaire aux Syriques. L'Association du Kerala a offert des services tels que l'aide médicale, l'aide financière et le suivi juridique. L'Association du Kerala est toujours active dans une certaine mesure, mais principalement pour des événements sociaux, le dernier événement ayant été organisé à la fin de 2022.

À ses débuts, l'association était principalement composée de travailleurs migrants masculins originaires d'Inde, mais ces hommes soutenaient les travailleuses domestiques migrantes de différentes nationalités, principalement les femmes sri-lankaises et philippines. Ils les aidaient à contacter des sponsors, à trouver des emplois à temps partiel et à réunir des fonds pour les transferts de parrainages et la facilitation des litiges liés au travail. Selon les membres de l'Association du Kerala, avoir un parrain dans les années 1980 n'était pas aussi problématique qu'aujourd'hui. "Avant, nous faisons venir nos femmes sous le nom de quelqu'un, mais elle ne vivait ni ne travaillait là-bas", explique un travailleur.

Centre des Migrants Afro-Asiatiques (1987)

Le Centre des Migrants Afro-Asiatiques (AAMC) a été créé par le Révérend Jésuite Américain Martin McDermott et le Révérend Jésuite Néerlandais Theo Vlught. Il était géré par Sœur Amelia, une religieuse philippine. La plupart des personnes assistées par l'AAMC étaient des travailleurs philippins, mais le centre servait également d'autres migrants afro-asiatiques. Le centre était utilisé comme point central pour les services religieux et les activités récréatives, mais il offrait également un refuge pour les femmes qui s'étaient échappées de leurs employeurs. Ces femmes pouvaient ensuite être mises en relation avec des

employeurs plus dignes de confiance grâce aux réseaux du centre.

Selon l'OIT (2012), les activités du Centre des Migrants Afro-Asiatiques (AAMC) comprenaient l'aide aux femmes détenues pour obtenir des documents valides ; la récupération des passeports retenus par les employeurs ; la collecte de fonds pour soutenir le renouvellement des permis de travail/résidence expirés ou le rapatriement ; la fourniture d'une aide juridique, de soins médicaux, d'un abri et de conseils sociaux ; la prise de contact avec les représentations diplomatiques et la famille des prisonniers ; la gestion d'un programme radio destiné aux auditeurs de la communauté des travailleuses domestiques migrantes, et la fourniture d'une éducation informelle gratuite pour les enfants des travailleuses domestiques migrantes. Le centre a également accueilli d'autres groupes qui tiennent leurs réunions au sein de l'AAMC

Laksehta (1988)

Ce centre était dirigé par une religieuse sri-lankaise de l'ordre du Bon Pasteur. Ce centre soutenait presque exclusivement les femmes sri-lankaises, il proposait alors divers services sociaux et religieux, et servait parfois de refuge. L'une de ses activités consistait à organiser une visite mensuelle dans les prisons où des Sri-Lankais étaient détenus, dans des endroits tels que Zahlé, Tripoli et Baabda. Il offrait également des services similaires à ceux de l'AAMC, tels que l'aide aux travailleuses domestiques migrantes pour récupérer leurs passeports auprès de leurs employeurs et pour obtenir des soins médicaux, des suivis et une aide au rapatriement.

1990 à 1999

Seela Samadhi Ekamuthuwa Sangam - Mahindasri et Malkanthi

Ce groupe bouddhiste sri-lankais a été fondé au début des années 1990 pour des activités bouddhistes visant à promouvoir le sentiment d'appartenance parmi les Sri-Lankais au Liban. Le groupe était autofinancé et faisait parfois venir des moines bouddhistes du Sri Lanka pour mener des rituels religieux. Les moines rapportaient alors avec eux des lettres collectées auprès des femmes migrantes au Liban. Selon des amis de membres de cette association, ces lettres contenaient des vœux et des rêves qui étaient remis au moine dans l'espoir de trouver des solutions à leurs problèmes au Liban et que leurs prières soient exaucées. Ils transportaient également avec eux des frais de scolarité envoyés par des parents travaillant à leurs enfants restés au pays, ou

des frais médicaux pour les personnes âgées malades au Sri Lanka.

Le groupe comprenait des hommes et des femmes à la fois et soulignait l'importance du travail de soin et de l'organisation communautaire pour faire face aux pertes tragiques survenues pendant la guerre civile au Sri Lanka à l'époque. L'organisation communautaire a créé un espace où les informations pouvaient être partagées entre ceux au Liban et leurs familles et communautés plus vastes au Sri Lanka. Ce groupe communautaire a finalement pu soulever les problèmes auxquels étaient confrontés les travailleuses domestiques sri-lankaises auprès de leur ambassade au Liban et a joué un rôle actif dans la promotion des droits des femmes victimes d'abus. C'est à ce moment-là que les taux alarmants de suicide parmi les travailleuses domestiques ont commencé à être connus, et le groupe communautaire a utilisé son statut d'organisation religieuse pour obtenir le soutien d'autres groupes religieux au Liban. Ces groupes ont souligné l'importance du rapatriement des corps des travailleuses migrantes décédées et ont soulevé la question de la justice pour celles qui sont décédées.

Les membres du groupe croyaient en la valeur du soutien communautaire sous l'égide du travail religieux, qui met l'accent sur le but supérieur des gens dans la vie au-delà de leurs limitations actuelles, ainsi que sur leur capacité à faire des changements. Le groupe organisait fréquemment des événements de prière bouddhiste à l'ambassade du Sri Lanka, mais fréquentait également une église à Beyrouth où un prêtre bienveillant leur offrait un espace pour se réunir et construire un petit temple.

Bien que ce groupe soit beaucoup moins actif aujourd'hui en ce qui concerne le travail politique et le soutien direct, se concentrant presque exclusivement sur la prière, il a maintenu des liens avec des groupes religieux locaux qui peuvent être utilisés en cas de besoin.

Association des Tamouls (1996)

Les débuts de l'Association des Tamouls sont liés à une figure bien connue dans la communauté sri-lankaise et indienne qui a aidé les migrants sri-lankais arrivant au Liban pendant la guerre civile. Il avait des liens avec un avocat de la communauté migrante à la fin des années 1980 et au début des années 1990, ce qui lui a permis de fournir une assistance juridique à ceux qui en avaient besoin. Cet avocat a motivé la communauté tamoule à créer l'Association des Tamouls afin de faire face aux menaces à la sécurité de la communauté. La traite et le trafic de migrants étaient devenus des problèmes majeurs en raison de la guerre civile au Sri Lanka, ce

qui avait laissé de nombreux réfugiés sri-lankais sans documentation appropriée. Selon des organisatrices de migrants actifs à l'époque, de nombreux efforts étaient déployés pour faire entrer illégalement des personnes à Chypre et en Grèce, puis en Italie et dans d'autres pays européens, à l'aide de conteneurs et de petits navires partant du Liban.

L'afflux de travailleuses domestiques sri-lankaises au Liban s'est accompagné d'une forte hausse des taux de suicide des femmes migrantes sri-lankaises, en raison de conditions de travail violentes et abusives. À l'époque, il n'y avait pas d'ambassade présente dans le pays pour soutenir ses ressortissants, seulement un consulat honoraire dirigé par un avocat libanais. Le consulat honoraire avait des délais de traitement très longs pour les passeports et ne fournissait aucun soutien à la communauté locale, et l'association estimait que le consul exploitait ses pouvoirs à des fins personnelles. À la fin des années 1990, l'Association des Tamouls s'est associée à d'autres groupes de la communauté sri-lankaise et a déposé une plainte et une pétition auprès du ministère des Affaires étrangères à Colombo, demandant l'ouverture d'une ambassade. Cet effort a finalement abouti à la création de l'ambassade du Sri Lanka pour le Liban et la Syrie en 1998.

Comité Pastoral des Migrants Asiatiques et Africains (PCAAM) (1997)

En 1997, le PCAAM a été formellement créé sous la direction de l'évêque libanais Paul Bassim du Vicariat Apostolique de Beyrouth, et sous la direction quotidienne du père Martin McDermott. Le PCAAM a fourni une aide sociale, juridique et religieuse complète aux travailleurs migrants. Opérant sous l'égide du Programme d'Aide Juridique de l'Association du Barreau Libanais et avec le soutien de plusieurs avocats des droits de l'homme, le PCAAM a offert une assistance juridique gratuite aux travailleurs migrants. Il a également supervisé quatre centres catholiques répondant aux besoins des travailleuses domestiques migrantes africaines et asiatiques, entre autres. Ces centres comprenaient l'AAMC et Laksehta, ainsi que deux initiatives distinctes dirigées par le père Vlught et le père Mati. Le PCAAM est un exemple des organisations basées sur la foi catholique qui fournissaient une aide juridique, des soins pastoraux, un abri et des conseils aux travailleuses domestiques migrantes dans les années 90.

Ligue de Basketball Philippin - FILBALL (années 1990)

La Ligue de Basketball Philippin est un groupe sportif communautaire composé de travailleurs philippins au Liban et soutenu par l'ambassade des Philippines. Cette

ligue organise des matchs de basketball et de volleyball pour les hommes et les femmes philippins tous les dimanches, créant un espace social où les hommes et les femmes migrants peuvent se rencontrer et établir des liens.

Association de Bienfaisance Sri-Lankaise (1999)

Fondée en 1999, cette association a commencé en tant qu'organisation de collecte de fonds pour aider ceux qui avaient besoin de soutien matériel pour les services de santé, les médicaments, le rapatriement, entre autres. Elle a également fourni un soutien sous forme d'aide juridique, d'hébergement et de conseils sociaux.

Association des Femmes Sri-Lankaises (années 1990)

L'Association des Femmes Sri-Lankaises a été fondée à la fin des années 1990. Malani Kandaarachchige, connue sous le nom de Mala, a été la présidente du groupe pendant plusieurs décennies et a travaillé dur pour maintenir le groupe actif et vivant. Le groupe est l'un des plus anciens au Liban, avec des liens avec l'ambassade du Sri Lanka ainsi qu'avec le Syndicat des Travailleuses Domestiques établi plus tard. L'association s'est lancée avec seulement cinq personnes mais s'est élargie pour compter 70 membres.

Le groupe exigeait une cotisation mensuelle de 4 dollars américains, et les fonds étaient utilisés pour aider tout membre confronté à un problème médical, juridique ou d'urgence. Il a organisé de nombreuses activités sociales chaque année, notamment des événements musicaux et des célébrations des jours fériés nationaux sri-lankais.

Après avoir passé près de 40 ans au Liban, Mala a été contrainte de quitter le pays en 2022 en raison de complications médicales que sa compagnie d'assurance libanaise a refusé de couvrir. Après le départ de Mala, des tensions ont émergé concernant la direction du groupe, et quelques membres de longue date se sont séparés pour former un autre groupe appelé le Centre de la Société des Migrants Rhanthnadip.

2000 à 2009

Samaham Mangagawa (SMB Group) (2000 -2018)

Le groupe SMB a été fondé par un groupe de femmes philippines, dont Marie Bek. À son apogée, le groupe comptait environ 500 membres, dont Miriam, qui

est devenue plus tard la présidente de l'Alliance des Travailleuses Domestiques Migrantes au Liban (mentionnée ci-dessous). Chaque dimanche, le groupe se réunissait dans le parking de l'église catholique Saint-Patrick à Hamra. Le responsable de l'église leur louait des tables et des chaises pour environ 14 dollars américains par jour. Cet espace servait de "base" à leur organisation. Grâce à leur travail dans ce groupe, Miriam et ses collègues ont rencontré de nombreuses femmes philippines tentant d'échapper à des employeurs abusifs et cherchant un soutien juridique ou médical. Elles dirigeaient ces femmes vers leur ambassade. Le groupe organisait également des voyages et des rassemblements pour que les gens puissent passer du temps ensemble et se connecter.

Le groupe est resté actif pendant près de deux décennies et s'est dissous en 2018 lorsque l'une de ses fondatrices, Marie Bek, a quitté le pays. Une raison de sa dissolution était les tensions parmi certains membres du groupe. De plus, d'anciens membres ont expliqué que la plupart des femmes ne pouvaient pas assumer des responsabilités de leadership dans le groupe car elles n'avaient pas suffisamment de temps pour assumer les responsabilités nécessaires.

Communautés Africaines Unies au Liban (AUCL)

L'AUCL est un groupe dirigé par des migrants qui vise à soutenir les travailleurs migrants africains au Liban. Il est principalement composé de travailleurs migrants du Nigeria, du Ghana, du Soudan et de Sierra Leone, mais comprend également certains membres d'autres pays. Le groupe tient ses réunions au local de l'AAMC.

Bien que les postes de direction du groupe aient principalement été occupés par des hommes, le groupe a depuis longtemps inclus un grand nombre de femmes qui souhaitaient travailler sous l'égide du groupe pour apporter leur soutien aux victimes d'abus. Beaucoup des membres du groupe venaient de la région de Dora. Des tensions sont apparues en raison de l'absence de structures de gouvernance formelles, avec des conflits liés aux procédures de prise de décision, à la transparence et à la gestion financière. Certains membres ont critiqué l'approche paternaliste du président initial de l'AUCL, l'accusant d'exclure de nombreuses personnes des processus décisionnels et de faire perdre confiance en la capacité du groupe à aider. En 2014, une scission au sein du groupe a conduit à la formation d'un deuxième groupe qui a conservé le même nom (AUCL). Selon d'anciens membres actifs dans les deux groupes, le "nouveau groupe" rencontrait des problèmes similaires au premier, car il n'a pas réussi à formaliser ses structures de gouvernance. Finalement, l'ancien groupe s'est éteint et le nouveau l'a remplacé.

Nous n'avons pas pu recueillir d'informations sur l'état actuel du groupe AUCL, mais il est à noter qu'il comprend également des membres du PCAAM. L'une des dirigeantes de l'AUCL était Rose Mahi, qui a ensuite rejoint le Syndicat des travailleuses domestiques migrantes et l'Alliance des travailleuses domestiques migrantes au Liban, avant d'être déportée en 2018.

Aujourd'hui, certaines travailleuses domestiques migrantes sont simultanément membres de l'Alliance des travailleuses domestiques migrantes au Liban et de l'AUCL. Cela permet aux individus de contribuer de différentes manières avec plusieurs groupes et d'échanger des connaissances entre les groupes. De telles positions peuvent également soutenir la formation de réseaux communautaires plus vastes et plus efficaces de travailleuses domestiques migrantes.

2010 à 2019

Centre communautaire des migrants (2011)

Le Centre communautaire des migrants (MCC) a été fondé par ARM à Beyrouth en 2011. Ce centre offre un lieu de rassemblement gratuit et sécurisé où les travailleurs migrants peuvent se réunir, acquérir de nouvelles compétences, collaborer, accéder à des informations et recevoir de l'aide. L'objectif principal du MCC est d'améliorer les conditions de vie des travailleurs migrants à Beyrouth, en particulier des travailleuses domestiques, en impliquant, en soutenant et en collaborant avec les communautés de migrants. Depuis sa création à 2019, le MCC a dispensé des cours gratuits de langue et d'informatique gérés par des bénévoles et a attiré un grand nombre de travailleuses domestiques migrantes de différentes nationalités et niveaux de familiarité avec le contexte local. La mission du MCC est de soutenir l'autodéfense des travailleuses migrantes en proposant des ateliers, des sessions d'information et un accès à des ressources et outils de plaidoyer. En soutenant les migrantes pour qu'elles se défendent, le centre espère sensibiliser les travailleuses migrantes aux défis auxquels elles sont confrontées au Liban et transformer les attitudes de la société envers elle. La plupart des travailleuses migrantes interrogées décrivent le MCC comme un contributeur important à l'organisation communautaire, rassemblant les travailleuses migrantes en fonction de leur position sociale (en tant que travailleuses domestiques) plutôt que de leur culture, langue ou nationalité. Le MCC continue d'être l'un des rares espaces engagés dans cette approche. Le MCC compte actuellement plus de 700 membres représentant 17 nationalités différentes. Le MCC a également servi d'incubateur pour la formation de nouveaux groupes de

soutien aux migrantes, cherchant le soutien de militants locaux, de bénévoles et d'autres groupes plus établis.

NARI (2012 - 2016)

NARI était un groupe autonome de travailleuses domestiques migrantes à Beyrouth, fondé avec le soutien de l'ONG libanaise Kafa⁵. Le groupe a été créé dans le but d'améliorer la situation des travailleuses domestiques migrantes népalaises en leur fournissant des conseils, des informations et un soutien. L'initiative visait à informer les travailleuses domestiques migrantes de leurs droits et à les aider à participer à des efforts de plaidoyer susceptibles de changer le système de parrainage et de garantir une protection légale pour les travailleuses domestiques. Leurs activités comprenaient l'organisation de manifestations, la participation en tant que groupe de travailleuses domestiques migrantes au marathon de Beyrouth, ainsi que la coordination avec d'autres groupes népalais au Liban tels que l'Association népalaise des non-résidents (NRNA) pour organiser des événements et soutenir les femmes dans le besoin. NARI a également joué un rôle intermédiaire entre les travailleuses maltraitées et KAFA en orientant les travailleuses ayant besoin d'aide vers les services appropriés.

Nari a été active pendant 4 ans et a compté 100 membres, jusqu'à la déportation des fondatrices Sujana Rana et Roja Limbu en 2016. Selon Sujana, les deux militantes ont été ciblées en raison de leurs positions franches. Elle tentait de demander une enquête sur la mort d'une travailleuse népalaise migrante, un cas lié à un homme d'affaires libanais et à un agent de recrutement. Ces individus ont déposé une plainte contre elle auprès de la Sécurité Générale (SG), ce qui a finalement conduit à son expulsion. L'agent de recrutement est même allé jusqu'à contacter un agent de recrutement népalais pour répandre des rumeurs sur Sujana dans son pays d'origine, et le groupe NARI a été diffamé dans certains médias au Népal.

Il est important de noter que l'expulsion de Sujana s'est produite alors que son statut au Liban était légal. Ils l'ont arrêtée chez son employeur. Les motifs exacts de son arrestation restent flous, mais Sujana a déclaré qu'on lui a dit que c'était parce qu'elle "aidait les filles victimes". Il est possible que les services de sécurité aient interprété le soutien qu'elle apportait aux travailleuses domestiques en fuite comme une forme de "trafic humain", une accusation pouvant éventuellement justifier une expulsion.

D'autres travailleuses domestiques migrantes militantes ont également loué le groupe NARI, le qualifiant de "groupe très puissant, avec des femmes fortes et très actives". Malheureusement, après le départ de ses deux dirigeantes, le groupe s'est dissous en raison du vide dans son administration et de la peur qui a suivi les expulsions.

Mesewat (2014)

Mesewat est un groupe communautaire de travailleuses domestiques migrantes qui a émergé en 2014 en réponse à l'échec perçu des institutions formelles à résoudre les violations des droits des travailleuses domestiques migrantes. Le groupe a été fondé par Dani et Rita, qui étaient impliqués dans le soutien de femmes domestiques migrantes de différentes nationalités. Ils ont été approchés pour participer à un documentaire sur les travailleurs migrants, ce qui les a inspirés à créer leur propre film afin d'attirer l'attention et le soutien du monde entier. Leur film a conduit à une collaboration avec une organisation locale bénévole appelée Migrant Workers' Task Force (MWTF), qui organisait des cours de langue et des rencontres sociales pour les travailleurs migrants au Liban. Avec une équipe de plus d'une douzaine de membres, Dani et Rita ont mis en commun leurs ressources et ont commencé à rendre visite aux Éthiopiens dans les hôpitaux et les prisons, fournissant un soutien social et financier. Ces efforts de sensibilisation ont révélé davantage les conditions difficiles auxquelles sont confrontés les migrants au Liban, comme ceux de l'hôpital de la tuberculose d'Azounieh.

Reconnaissant l'ampleur des besoins non satisfaits, en 2014, le groupe a organisé un voyage à la montagne pour profiter de la neige, ce qui était finalement une façon de rencontrer et de recruter plus de membres. Le groupe a initialement adopté le nom du film qu'ils avaient tourné pour mobiliser un soutien - "Nous Crions, mais personne pour nous entendre" - mais après le voyage, le groupe élargi a soumis le nom du groupe à un vote. Plus de 200 femmes ont présenté leurs préférences, et elles ont opté pour le nom Mesewat. Le groupe s'est ensuite décentralisé en créant huit sous-groupes opérant dans différentes régions du pays, comprenant un groupe à Antelias, deux groupes à Beyrouth, et des groupes à Jbeil, Saida et Dora. Chaque sous-groupe avait son propre leader et organisait des réunions une fois par mois. Les activités de tous les groupes étaient coordonnées par deux administrateurs principaux - Dani et Rita, qui prenaient des décisions informelles tout en garantissant la confiance au sein du groupe. Le groupe valorise la prise de décision démocratique et cherche le consensus à travers des discussions entre tous les administrateurs et les sous-groupes concernés avant de prendre des décisions majeures. En cas de

5. KAFA est une organisation non gouvernementale locale qui vise à éliminer toutes les formes de violence et d'exploitation basée sur le genre

désaccord majeur, les décisions sont soumises à un vote. Contrairement à la plupart, voire à tous les autres groupes de migrants, Mesewat a réussi à développer une structure de gouvernance solide pour assurer une prise de décision démocratique, malgré ses membres nombreux. Malgré les désaccords, l'engagement de Mesewat envers les processus démocratiques lui a permis de faire face aux tensions et de maintenir une atmosphère harmonieuse au sein du groupe.

Mesewat plaide en faveur du changement par le biais d'actions directes, tout en partageant également des connaissances et des compétences au sein du groupe. L'un des rôles les plus importants de Mesewat est de fournir un soutien financier et médical aux travailleuses domestiques migrantes maltraitées, en particulier à celles qui n'ont pas de papiers justificatifs et de systèmes de soutien. Elles ont également participé aux manifestations annuelles de la journée des travailleuses aux côtés d'ONG libanaises et d'autres groupes. Ainsi, le groupe s'engage à la fois dans une assistance immédiate et dans un activisme politique à long terme. Il organise également des activités sociales, des événements et des voyages pour créer un espace de soutien émotionnel et d'appartenance culturelle, déjouant ainsi l'isolement que beaucoup vivent lorsqu'elles résident au Liban. Ce soutien social est un pilier essentiel de leur travail car le sentiment de communauté qu'elles partagent est la base sur laquelle tout repose.

L'un des défis auxquels Mesewat est confronté est de faire face à un vide probable de leadership dans le cas où ses deux principaux dirigeants, qui ont acquis une immense expérience en raison de leurs efforts d'organisation au Liban pendant plus d'une décennie, ne sont plus en mesure d'assumer leurs fonctions. Tragiquement, Dani a été déporté du Liban en 2023 en raison de problèmes avec son employeur. Néanmoins, il reste actif au sein du groupe depuis l'Éthiopie et espère trouver un moyen de revenir au Liban et de poursuivre son travail au sein du groupe depuis Beyrouth.

Syndicat des travailleuses domestiques migrantes (2015)

Le Syndicat des travailleuses domestiques migrantes a été créé en janvier 2015, se présentant comme le premier syndicat des travailleuses domestiques migrantes au Moyen-Orient. Il a été établi en collaboration avec la Fédération Nationale des Syndicats des Travailleurs et Employés au Liban (FENASOL), la Fédération Internationale des Travailleuses Domestiques (IDWF), et dirigé par l'OIT.

Cinq ONG étaient également étroitement impliquées dans ce processus : Nasawiya⁶, ARM, Insan Association⁷, Frontiers Ruwad (FR)⁸, et KAFA. L'organisation des travailleuses domestiques au sein du syndicat a été initiée par l'OIT, à commencer par un projet de Recherche-Action Participative (RAP) qui s'est déroulé entre 2012 et 2014. La recherche a été associée à des programmes de formation informant les participants sur le rôle des syndicats, comment mener des campagnes et élaborer des stratégies, ainsi que sur la valeur économique du travail domestique. Le syndicat a reçu le soutien de FENASOL, bien qu'il n'ait pas été officiellement reconnu par le ministère du Travail. Néanmoins, c'était une réalisation significative pour les organisations de la communauté des travailleuses domestiques migrantes. En réponse à la formation du syndicat, le ministre du Travail de l'époque a exprimé que "la protection se fait par des procédures, non par l'introduction des travailleuses domestiques dans des jeux politiques et de classe" (Al-Akhbar 2015). Ce qu'il voulait dire, c'est que la protection des travailleuses domestiques migrantes devrait se faire à travers des lois adoptées par le gouvernement, et non par les efforts politiques des organisations de travailleurs migrants.

Bien que le lancement public du Syndicat des Travailleuses Domestiques Migrantes ait attiré l'attention des médias et semblait réussi, des préoccupations internes ont émergé parmi les travailleuses. De nombreuses travailleuses, en particulier celles occupant des postes de direction dans le syndicat, étaient mécontentes de la structure et des pratiques de l'organisation, notamment les barrières linguistiques, le manque de transparence et ce qu'elles décrivaient comme un "processus décisionnel unilatéral". Il y avait également de la frustration quant à l'incapacité ou au manque de volonté de la part de FENASOL à traiter les cas de violence genrée signalés par des femmes migrantes (Kobaissy 2017). Certaines travailleuses ont expliqué qu'elles avaient soulevé leurs préoccupations et envoyé une lettre de revendications à FENASOL à ce sujet, mais qu'elles avaient été confrontées à des menaces et à des accusations de trahison. De nombreux leaders communautaires ont par la suite démissionné du syndicat. Deux des syndicalistes démissionnaires ont été déportées du pays peu de temps après, et les travailleuses du syndicat

6. Nasawiya est un collectif féministe et une organisation basée au Liban.

7. L'organisation Insan Association se concentre principalement sur les droits de l'homme et les questions de justice sociale, en particulier celles liées aux populations vulnérables et marginalisées au Liban.

8. Frontiers Ruwad est une organisation à but non lucratif dédiée à la promotion des droits de l'homme, mettant particulièrement l'accent sur les droits des réfugiés, des migrants et des personnes apatrides au Liban.

estimaient que FENASOL aurait dû lutter davantage pour empêcher ces expulsions. Selon d'anciens syndicalistes, la réponse de l'OIT à ces événements était divisée en raison de conflits d'intérêts internes au sein de l'administration de l'organisation. La réponse, ou son absence, reflétait les plaintes des travailleurs migrants concernant les organisateurs libanais, qui avaient centré leurs propres voix dans les débats et montré une réticence à travailler au sein de systèmes de responsabilité et de transparence (Entretiens menés par ARM avec des militants migrants et du personnel d'ONGI, 2023).

Bien que les efforts d'organisation de FENASOL avec les travailleuses domestiques migrantes puissent être perçus comme un acte de défiance face à la politique hostile, excluante et genrée du mouvement syndical libanais de l'époque, ils ont néanmoins insisté sur une narration concernant la menace de l'immigration illégale. Ils ont donc dirigé les reproches vers les migrants eux-mêmes plutôt que vers le système de la Kafala et les pratiques d'exploitation des employeurs qui recrutent des personnes de l'étranger. Cela n'a pas réussi à aborder la division "nous contre eux" au sein du mouvement syndical, ce qui compromet les tentatives de solidarité de classe (Kobaissy 2017).

Néanmoins, la création du syndicat était significative puisqu'il offrait un espace aux travailleuses domestiques migrantes au Liban pour forger une identité collective, créer des réseaux de soutien mutuel et commencer à normaliser la négociation collective pour les droits des travailleuses domestiques migrantes. Le syndicat existe toujours, avec plusieurs travailleuses domestiques migrantes à sa tête, mais son activité a considérablement diminué après la démission massive en 2016.

Alliance des Travailleuses Domestiques Migrantes au Liban (Avril 2016)

Selon ses membres, l'Alliance des travailleuses domestiques migrantes au Liban a été formée à la suite de la tentative infructueuse de se syndiquer sous l'égide de FENASOL. Cela a poussé les membres principaux du "futur syndicat" à démissionner et à créer l'Alliance des Travailleuses Domestiques Migrantes. Celle-ci était envisagée comme une alternative au syndicat qui garantirait que les voix des travailleuses domestiques migrantes ne soient pas éclipsées par celles des Libanais. Travailler avec des travailleuses domestiques arabes (libanaises, palestiniennes, syriennes) reste un défi lorsqu'il s'agit de défendre les droits des travailleuses domestiques au Liban, car les barrières nationalistes continuent d'inhiber la solidarité basée sur la classe.

L'Alliance des travailleuses domestiques migrantes compte des membres de diverses nationalités et

visé à servir toutes les travailleuses domestiques au Liban. L'un de leurs objectifs est de devenir membre affilié de la Fédération Internationale des Travailleuses Domestiques (IDWF), une organisation internationale établie dont le soutien pourrait aider l'alliance à résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les travailleuses domestiques migrantes au Liban. Certaines des difficultés de l'Alliance comprennent la collecte de fonds, la mise en œuvre de procédures de prise de décision et de structures de gouvernance, ainsi que le fait de travailler en tant que groupe informel. Le groupe cherche à se formaliser, mais lorsqu'il sollicite le soutien de certaines organisations internationales, on lui recommande de reproduire les modèles bureaucratiques de nombreuses ONG internationales, qui ne reflètent pas la culture et l'esprit des membres de l'Alliance. Néanmoins, le groupe reste déterminé à faire son travail et explore de nouvelles façons créatives de fonctionner sans reproduire les systèmes de gestion des ONG internationales.

Egna Legna (2017)

Egna Legna, qui signifie "de nous à nous" en Amharique, est une organisation féministe d'entraide dirigée par des travailleuses domestiques migrantes éthiopiennes au Liban. Bara, sa fondatrice éthiopienne, souhaitait répondre aux besoins de services sociaux au sein de sa communauté. Ce groupe a joué un rôle essentiel dans la résolution de divers problèmes sociaux, économiques, culturels et politiques au cours des dernières années. Il fournit un abri, une assistance juridique et une formation pour des activités génératrices de revenus telles que la fabrication de savon, en plus de distribuer des denrées alimentaires et des fournitures médicales. D'autres formes de soutien comprennent l'accélération des rapatriements et l'organisation d'événements de renforcement communautaire tels que des soirées dansantes. Egna Legna milite contre le système exploiteur de la Kafala par le biais d'organisations politiques informelles et de sensibilisation. Leur soutien au sein de la communauté migrante a été particulièrement crucial face aux défis croisés de la crise économique qui a débuté en 2019, de la pandémie de COVID-19, de l'explosion du port de Beyrouth et de la crise économique libanaise. Le groupe a distribué des produits alimentaires essentiels aux personnes confrontées à l'insécurité alimentaire dans des endroits tels que Saïda, Jbeil, Jounieh, Aley et Beyrouth.

Face aux défis uniques auxquels sa communauté est confrontée, Egna Legna fonctionne selon le principe de la vulnérabilité partagée. Le groupe est financé par des efforts de financement participatif, des donateurs internationaux et collabore avec des organisations. Il coopère avec des groupes féministes à travers le Liban, et leurs efforts de sensibilisation et de service

ne se limitent pas aux Éthiopiennes, mais s'étendent aux travailleuses domestiques d'autres nationalités, et parfois aux Libanaises et Syriennes. Au moment de la rédaction de ce rapport, Eгна Legna et Mesewat (mentionnés ci-dessus) sont reconnus comme les plus grands groupes communautaires dirigés par des Éthiopiennes au Liban.

Ensemble pour Toujours (2017)

Ensemble pour Toujours est un petit groupe communautaire camerounais fondé en 2017 par les membres principaux Carole et Sandy. Carole, une militante impliquée auprès de l'AUCI, et d'autres estimaient que les Camerounais n'étaient pas suffisamment inclus dans ses activités et programmes. Cela l'a motivée à créer Ensemble pour Toujours, un groupe communautaire initialement destiné à inclure uniquement les Camerounais, mais qui s'est ensuite élargi pour servir et soutenir les femmes migrantes de diverses nationalités. Les principaux objectifs d'Ensemble pour Toujours étaient d'aider les Camerounais à trouver de meilleurs emplois, de soutenir ceux qui souhaitent retourner chez eux, d'assister les mères célibataires et de fournir un accès aux services médicaux. Le groupe a été un point essentiel pour les formations et les ateliers organisés par diverses organisations de la société civile au Liban, et il a souvent collaboré avec Médecins Sans Frontières (MSF) et le centre de santé Karagheuzian pour fournir des services médicaux.

Cependant, des problèmes de gouvernance ont été soulevés par des membres qui se sont plaints que les fondatrices prenaient des décisions au nom de tout le groupe. La structure hiérarchique de prise de décision a entraîné une augmentation des tensions avec d'autres membres jeunes et actifs, poussant certains à créer des sous-groupes qui se sont ensuite séparés du groupe. Néanmoins, Ensemble pour Toujours reste actif aujourd'hui et continue de fournir un soutien aux travailleuses domestiques migrantes de toutes les nationalités.

Réseau de Plaidoyer pour les Travailleuses Domestiques - DoWAN Unite (2019)

En 2019, Leane, une travailleuse domestique migrante originaire de Sierra Leone, a contribué à la création du Réseau de Plaidoyer pour les Travailleuses Domestiques (DoWAN) en Sierra Leone. Auparavant, elle travaillait au sein de la communauté sierra-léonaise au Liban pour défendre le rapatriement des travailleuses domestiques migrantes qui ont enduré des conditions de vie et de travail déplorables et qui souhaitaient partir. Son militantisme comprenait la lutte contre les agences de recrutement qui facilitaient le recrutement de femmes de Sierra Leone dans des conditions abusives. Dans

le but de sensibiliser à ces pratiques parmi les cibles potentielles de recrutement dans son pays d'origine, elle a fait connaître ses propres expériences et celles de ses pairs, catalysant ainsi un effort collectif pour une migration plus juste et plus sûre pour les femmes sierra-léonaises. Bien que cette organisation ne soit pas active au Liban, elle maintient des liens avec les travailleuses domestiques migrantes dans le pays tout en plaidant pour leurs droits.

2020 à 2022

La Communauté de l'Espoir Kényane (2020)

Les origines de la création de ce groupe remontent aux manifestations de femmes kényanes devant leur consulat en 2020⁹. Alors que les conditions économiques au Liban se détérioraient en raison de l'effondrement de la monnaie libanaise et de la pandémie de Covid-19, de nombreux employeurs abandonnaient leurs travailleuses domestiques au bord de la route, une pratique violente qui se normalisait rapidement. L'intervention du consulat kényan à Beyrouth n'étant pas efficace, un groupe de femmes kényanes a alors organisé des manifestations devant le bâtiment. En plus de mettre en lumière la violence croissante et les conditions de vie dégradantes auxquelles étaient confrontés les travailleuses domestiques migrantes, ces femmes protestaient également contre le consulat lui-même. Elles en avaient assez de la négligence, ainsi que de l'exploitation, des abus et des escroqueries auxquels elles étaient confrontées de la part du personnel consulaire qui demandait aux femmes des sommes énormes en échange d'une aide pour leur rapatriement. Ce différend se poursuit jusqu'à nos jours, de nombreuses travailleuses domestiques affirmant que le consulat est impliqué dans le trafic de Kényans au Liban.

La Communauté de l'Espoir Kényane était composée de travailleurs migrants kényans qui souhaitaient voir des changements dans les pratiques de leur consulat, ainsi qu'un renouvellement du personnel pour éliminer les individus accusés d'exploitation. Cette communauté collabore avec un groupe WhatsApp de 271 membres appelé "Groupe de la Communauté Kényane", qui comprend les membres de la Communauté de l'Espoir Kényane.

9. Tamara Qiblawi, Comment un consulat au Liban est devenu redouté par les femmes qu'il était censé aider <https://edition.cnn.com/2020/07/28/middleeast/beirut-kenya-as-equals-intl/index.html>

Centre de la Société des Migrants Rhantnadip (2021)

Fondé en 2021 par Hanna, une travailleuse migrante sri-lankaise qui était au Liban depuis près de trois décennies, le centre de la société compte 75 membres, dont beaucoup faisaient auparavant partie de l'Association des Femmes Sri-Lankaises. Après le départ du pays de la dirigeante de l'association, Malani, comme décrit ci-dessus, de nombreux membres se sont séparés et ont rejoint le nouveau centre de la société. Contrairement aux membres de l'Association des Femmes Sri-Lankaises, qui sont en moyenne plus âgées, la plupart des membres du Centre de la Société des Migrants Rhantnadip sont des femmes sri-lankaises de moins de 40 ans.

Le groupe est divisé en plusieurs sous-groupes. Le processus de prise de décision commence avec les 6 leaders du groupe, qui se réunissent pour discuter des questions importantes, puis relaient les décisions préliminaires aux autres membres. Chaque sous-groupe met en œuvre ses propres activités génératrices de revenus telles que la cuisine, la couture ou le chant. Récemment, compte tenu de la gravité de la crise économique au Liban, les leaders du groupe ont envisagé d'enseigner aux membres d'autres compétences rentables telles que la mise en conserve. Ils envisagent également la création d'un système de soutien financier pour les femmes sri-lankaises qui retournent au Sri Lanka afin qu'elles ne rentrent pas sans épargnes, car de nombreux membres du groupe étaient préoccupés et attristés par la façon dont Malani a fini par quitter le pays avec si peu à montrer pour son dur labeur. Ils ont déjà commencé à économiser de l'argent collecté grâce à de petites cotisations. Une partie des cotisations des membres est consacrée aux frais logistiques tels que la location de l'espace où ils se réunissent le week-end, mais ils souhaitent commencer à économiser dans un compte bancaire où la somme peut être préservée jusqu'à ce qu'une personne retourne au Sri Lanka.

Regroupement des Migrant.e.s de l'Afrique Noire – REMAN (2022)

REMAN a été fondé en 2022 par deux jeunes membres de Toujours Ensemble, qui ont suivi une formation en leadership. Mécontents de la manière dont Toujours Ensemble fonctionnait, en particulier de la nature hiérarchique des prises de décision, ils ont décidé de former leur propre groupe. D'autres membres ont ensuite rejoint leurs efforts pour construire et établir cette nouvelle organisation.

Ce nouveau groupe formé vise à sensibiliser sur le plan international aux abus et à l'exploitation auxquels font face les travailleuses domestiques migrantes au Liban

en rassemblant des membres et des adeptes de divers pays africains.

VONWAIL (2022)

VONWAIL, créé en 2022, est un collectif de femmes nigérianes au Liban ayant pour mission de se soutenir et de se donner mutuellement du pouvoir. Patience, l'une des responsables du groupe, a lancé cette initiative après avoir suivi des programmes de formation au MCC et collaboré avec des organisations telles qu'Egna Legna. L'idée de créer un collectif pour les femmes nigérianes a émergé lors de discussions avec d'autres femmes nigérianes, dont Fadekmi. Elles ont été particulièrement inspirées par la manière dont Egna Legna prenait soin des membres de sa communauté. VONWAIL compte actuellement 30 membres qui s'organisent via WhatsApp et tiennent des réunions le dernier dimanche de chaque mois, avec des réunions supplémentaires au besoin. Le collectif bénéficie du soutien du MCC et apprend actuellement auprès d'autres organisations comment construire une communauté forte et organisée. La diversité linguistique constitue un défi car les membres viennent de différentes régions du Nigéria, mais leur langue commune est l'anglais. Ils font face à divers obstacles, notamment le manque de financement et de temps, mais leur solidarité les pousse à soutenir des membres comme Gloria, une travailleuse nigériane ayant besoin d'un fauteuil roulant et d'une alimentation spéciale en raison de problèmes de santé. Actuellement, VONWAIL est en train de concevoir une structure de gouvernance par laquelle il pourrait gérer le financement, acquérir un soutien logistique et éventuellement fournir une assistance aux membres qui retournent au Nigéria. Le groupe envisage un programme offrant des opportunités agricoles aux rapatriés au Nigéria (une idée sans stratégie ni fonds définis pour le moment). Il participe également à des ateliers de renforcement des compétences, tels que la fabrication de bijoux en perles. Il fournit également un soutien aux femmes maltraitées par le biais de réseaux d'aide juridique et en rassemblant toutes les ressources disponibles que le groupe peut mobiliser en tant que communauté. Malgré les défis auxquels il est confronté, VONWAIL reste active dans ses efforts pour avoir un impact positif dans la vie des femmes nigérianes au Liban.

RÉFLEXIONS SUR L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES MIGRANTES AU LIBAN

Comme décrit précédemment, la recherche pour cette publication a impliqué des entretiens avec divers militantes travaillant sur les droits des travailleuses domestiques migrantes, dont beaucoup sont elles-mêmes des travailleuses migrantes. Elles ont partagé des perspectives sur l'importance de l'organisation communautaire pour leur bien-être, les défis de l'organisation en tant que groupe marginalisé et les leçons apprises sur la manière de le faire avec succès. Ci-dessous, nous passerons en revue des observations clés et des réflexions partagées lors de ces entretiens.

1. Surmonter l'isolement du travail domestique

Contrairement aux travailleurs dans de nombreuses autres industries, les travailleuses domestiques migrantes ne partagent pas un lieu de travail commun et sont donc isolées les unes des autres dans les maisons de leurs employeurs. Pour s'organiser, elles ont besoin d'un espace où se rassembler et entrer en contact les unes avec les autres. C'est ainsi qu'elles établissent les fondements des relations sur lesquelles repose toute forme d'organisation sociale ou politique. À l'exception du Syndicat des Travailleuses Domestiques Migrantes et de l'Alliance des Travailleuses Domestiques Migrantes au Liban, tous les autres groupes de migrantes considèrent les activités sociales comme leur fonction la plus importante. Cela comprend l'organisation d'événements tels que des anniversaires, des commémorations, des sorties, des voyages, des cérémonies religieuses et des fêtes, tous destinés à rassembler les gens et à créer un sentiment de communauté.

En participant à des activités communautaires, les travailleurs migrants construisent un sentiment d'engagement les uns envers les autres malgré les différences politiques ou sociales, ce qui est nécessaire pour une résolution efficace des conflits. Selon Kassamali (2017), les travailleurs migrants au Liban doivent créer un sentiment d'appartenance afin de changer la perspective publique selon laquelle ils ne sont qu'une source de main-d'œuvre bon marché, effectuant un travail physique et renvoyant de l'argent. Leurs groupes les aident à remettre en question leur exclusion sociale et légale, et à faire reconnaître qu'ils

sont actifs dans la construction de l'économie et de la société libanaises.

Cela signifie que le renforcement communautaire n'est pas seulement un moyen d'atteindre un changement légal ou politique, mais aussi une fin en soi qui a une valeur intrinsèque pour ceux qui y participent. Les activités sociales les plus importantes mentionnées par la plupart des travailleurs migrants étaient les cérémonies religieuses dans les églises, ainsi que les cours de langue et les activités sociales qui ont lieu grâce au MCC et au MWTF.

Les groupes de migrantes progressent généralement de la collecte de fonds pour un soutien/une survie collectif/ve vers des tentatives de travail de plaidoyer plus poussé. Mais même si le travail de plaidoyer échoue, les liens fournis par le groupe communautaire permettent aux femmes de surmonter l'isolement et de bénéficier du soutien des membres. Ces relations peuvent également encourager le groupe à "essayer à nouveau" après des revers en plaidoyer. Les relations forgées au sein d'un groupe communautaire peuvent fournir la plateforme pour que les femmes lancent de nouvelles initiatives ou créent d'autres groupes communautaires mieux adaptés aux contextes en constante évolution. Bien sûr, les groupes se forment souvent dans le cadre de la langue commune, de la nationalité et de la culture, ce qui peut entraver leur capacité à construire une solidarité plus vaste à la poursuite d'intérêts de classe communs. Deux tentatives notables de remise en question de ces divisions sont le syndicat des travailleuses domestiques migrantes (avec l'Alliance des Travailleuses Domestiques Migrantes comme groupe dérivé) et les activités du MCC.

2. L'informalité est un défi pour la durabilité ; la formalité est un défi pour la cohésion du groupe

En tant que groupes non enregistrés et principalement autofinancés, bon nombre des initiatives de migrants mentionnées sont informelles. Cela signifie qu'ils ne disposent pas d'un statut officiel, de documents justificatifs et d'un système clair de procédures organisationnelles. Bien que cette informalité confère aux organisations un degré utile de flexibilité, elle peut

également poser des problèmes au fur et à mesure que le groupe se développe. Pour de nombreux groupes qui atteignent leur deuxième année d'opération, des problèmes surgissent concernant les litiges liés à l'autorité, au leadership, à la prise de décision et à la gestion financière. Lorsque les structures d'autorité ne sont pas claires ou que le pouvoir est perçu comme étant injustement concentré entre les mains de certaines personnes, la communication peut se rompre et la résolution des conflits peut devenir difficile. Si ces problèmes ne sont pas résolus, ils entraînent fréquemment l'attrition ou la dissolution des groupes communautaires.

Par exemple, dans la plupart des groupes sri-lankais, les dirigeantes sont généralement des femmes migrantes plus âgées qui ont passé des décennies au Liban. Leur expérience est l'une des raisons pour lesquelles elles sont respectées et dignes de confiance. Cependant, ces dirigeantes consacrent beaucoup de temps et d'efforts à s'assurer que les conflits sont correctement traités et que les tensions sont maintenues à distance. L'immense quantité de temps et d'efforts nécessaires peut décourager d'autres personnes de vouloir assumer de telles positions de leadership, en particulier si elles ont des emplois à temps plein. Plus important encore, si la ou les dirigeantes sont expulsées ou contraintes de quitter le pays, les groupes laissés derrière pourraient ne pas être en mesure de combler le vide qu'elles laissent derrière elles.

A titre d'exemple, l'Alliance des Travailleuses Domestiques Migrantes au Liban est un groupe relativement petit, mais il comprend plusieurs femmes ayant une grande expérience dans le travail communautaire. Ce sont elles qui ont pu obtenir les fonds nécessaires pour fonctionner dans un contexte de crise économique. S'appuyant sur leurs réseaux de militants et d'alliés, elles ont réussi à obtenir de petites subventions de quelques donateurs féministes pour soutenir leur travail. Cependant, la gestion des subventions requiert des compétences spécifiques (par exemple, la rédaction de rapports, les systèmes de gestion financière, etc.) que le personnel des petits groupes ne possède pas toujours, ce qui affecte leur capacité à collecter avec succès les fonds dont elles ont besoin.

Néanmoins, nous ne devrions pas conclure que tous les groupes communautaires doivent se précipiter vers la formalisation ou que les ONG formelles devraient les pousser vers cet objectif. Les systèmes employés par ces groupes doivent être ingénieux, réactifs et adaptés aux circonstances de leurs membres et de leurs objectifs. Par exemple, certains membres de l'Alliance des Travailleuses Domestiques Migrantes ont mentionné que le soutien au renforcement des capacités qu'ils ont

reçu d'une organisation internationale a en réalité créé des problèmes entre les membres au lieu de résoudre les problèmes organisationnels. Le consultant chargé de fournir ce soutien a tenté de mettre en œuvre un modèle bureaucratique de gestion financière et de prise de décision plus adapté aux grandes ONG, ce qui ne correspondait pas aux priorités du groupe en matière de prise de décision collective et de transparence. Ainsi, il n'existe pas de modèle institutionnel unique pouvant être mis en œuvre dans tous les cas, et de nombreux groupes sont mieux adaptés à une approche organique, ascendante du renforcement des capacités qui met l'accent sur la démocratie interne, la résolution des conflits et la transparence.

3. S'unir sans syndicat : des outils alternatifs pour l'organisation du travail

Avant la formation du syndicat des travailleuses domestiques au Liban, il existait une idée largement répandue selon laquelle les syndicats sont le seul moyen d'organiser la défense des droits des travailleurs. Cela donnait des raisons d'être pessimiste, car les syndicats du travail au Liban sont généralement faibles en raison des interférences sectaires et de l'ingérence de l'État. Certains militants ont soutenu que l'orientation vers un syndicat dans un pays où les migrants ne peuvent pas être les véritables leaders de ce syndicat (en raison de contraintes légales) est dangereuse, car le syndicat pourrait facilement tomber entre de mauvaises mains. D'autres ont argumenté que tous les groupes de migrants (syndicats ou non) font du "travail syndical" par le simple fait qu'ils s'organisent en tant que travailleurs pour améliorer leurs conditions de travail. Ils ont proposé une approche alternative dans laquelle ces groupes seraient liés ensemble sous un cadre commun, plutôt que de poursuivre leurs propres objectifs au sein d'un mouvement syndical fragmenté ou de se concurrencer mutuellement.

Cependant, la création d'un cadre commun est plus facile à dire qu'à faire, car cela nécessite la collaboration de divers acteurs aux différents intérêts et aux normes établies. Les syndicats et les groupes de travailleurs sont souvent encouragés par des militants ou des organisations de gauche à éviter le patriarcat, le racisme et les inégalités sociales qui imprègnent la société au sens le plus large. Mais il s'agit d'un ensemble de conditions incroyablement ambitieuses, car ces groupes sont souvent ancrés dans des normes sociales existantes et imprégnés des formes d'antagonisme qui en découlent. Plutôt que d'ignorer simplement ces antagonismes, ou de les déclarer invalides, il est nécessaire de travailler sur des processus de réconciliation et de résolution

des conflits qui peuvent être mis en œuvre si/ lorsque des divisions, des différences et des désaccords surviennent. Les antagonismes sociaux sont sociaux par définition et nécessitent des efforts collectifs de guérison si nous voulons transformer, plutôt qu'ignorer ou éviter, les conflits.

Pour aller de l'avant, il est important de reconnaître comment les travailleuses domestiques migrantes se sont retrouvées coincées entre les échecs du travail syndical traditionnel (qui les a exclues principalement parce qu'elles sont étrangères au Liban) et les limites des mouvements féministes qui ont souvent considéré les problèmes comme humanitaires ou basés sur l'identité, au lieu de reconnaître la nature basée sur la classe de nombreux problèmes et le besoin d'organisation du travail (Kobeissi 2017).

4. Les consulats honoraires travaillent généralement à l'encontre des intérêts des travailleuses domestiques migrantes au Liban

Sur la base des entretiens menés avec des militants migrants, il était clair que certaines ambassades fournissent en effet un soutien modeste à leurs citoyens au Liban. Les ambassades des Philippines et du Sri Lanka avaient tendance à être perçues de manière positive par leurs ressortissants respectifs. Les travailleuses domestiques migrantes au Liban ont une longue histoire de tentatives pour pousser leurs consulats et gouvernements à leur fournir plus d'assistance. Cela a été couronné de succès dans le cas des Philippines, aboutissant à un accord bilatéral entre les deux pays et à la fourniture de services aux femmes cherchant du soutien au Liban. Cela a également été couronné de succès dans le cas du Sri Lanka, comme mentionné ci-dessus, où la pression des groupes de migrants a abouti à la transformation du consulat du Sri Lanka en une ambassade disposant de plus de ressources. Après la crise économique libanaise, les travailleuses domestiques migrantes sri-lankaises ont également réussi à exercer une pression sur leur ambassade pour couvrir les coûts de rapatriement de plusieurs travailleuses.

Cependant, les consulats et les consulats honoraires avaient souvent échoué à soutenir leurs ressortissants, voire ils leur ont même nui activement.

5. Trouver un moyen de prendre soin des organisatrices communautaires de longue date au fur et à mesure qu'elles vieillissent ou qu'elles sont expulsées

De nombreux leaders de groupes ont exprimé leur anxiété concernant le renvoi de travailleuses âgées dans leurs pays d'origine avec très peu d'argent, et souvent avec des problèmes de santé considérés comme un fardeau par les proches qui avaient l'habitude de compter sur leurs virements de fonds. Toutes les travailleuses migrantes déportées avec lesquels nous avons communiqué ont exprimé le désir de revenir au Liban. Après avoir passé autant de temps à l'étranger, beaucoup ne ressentaient plus un sentiment d'appartenance dans leur pays d'origine, où elles faisaient également face à des opportunités économiques très limitées. Beaucoup regrettent les vies qu'elles avaient construites et les communautés qu'elles considéraient comme chez elles depuis des décennies au Liban. Mais finalement, on leur faisait souvent sentir qu'elles étaient une main-d'œuvre jetable, car les autorités libanaises les renvoyaient sans aucune option de résidence permanente dans le pays qu'elles avaient fini par considérer comme chez eux depuis si longtemps.

Certaines femmes déportées ont décrit un sentiment d'abandon, car leurs membres de groupe ne pouvaient pas les soutenir ou travailler avec elles après leur départ. Reconnaissant cela, certains groupes explorent des moyens d'offrir un soutien continu aux personnes dans ces situations. Un groupe kényan a proposé un plan visant à acheter un terrain au Kenya qui serait cultivé par des rapatriés n'ayant pas d'autres opportunités économiques. Un autre groupe sri-lankais a discuté de la collecte de cotisations mensuelles dans un bocal qui pourrait être utilisé pour soutenir les femmes rapatriées avec un peu d'argent qu'elles pourraient ramener à leurs familles. Cependant, en raison du manque de fonds et d'alliances locales solides, ces idées n'ont pas encore pris une forme concrète. La question est souvent discutée lors des réunions de groupe, chaque femme sachant qu'elle pourrait un jour avoir besoin d'un tel soutien, étant donné les lois d'immigration injustes et l'absence de systèmes de sécurité sociale pour les travailleuses domestiques migrantes dans le pays.

Par exemple, une travailleuse a passé plus de 30 ans à payer des cotisations d'assurance privée car elle ne voulait pas se retrouver sans moyen de couvrir ses frais médicaux à un âge avancé. Cependant, au fil des ans, elle a développé des complications de santé que la compagnie d'assurance a seulement partiellement

couvertes, puis a cessé de couvrir complètement, laissant la travailleuse sans accès aux soins de santé essentiels dont elle a besoin. Comme le montre ce cas, lorsque les travailleuses tentent de trouver des solutions au sein des institutions existantes au Liban, elles se retrouvent souvent sans soutien. La seule source fiable de soutien est ce que les femmes peuvent offrir au sein de leurs groupes communautaires.

6. « Nuire aux intérêts des citoyens Libanais » comme raison principale pour l'expulsion

Au fil des ans, il est devenu de plus en plus difficile pour les travailleuses domestiques migrantes de garantir leur séjour légal dans le pays. Par exemple, la Sécurité Générale (SG) a récemment imposé une règle selon laquelle une travailleuse domestique migrante n'a droit qu'à deux transferts de parrainage pendant son séjour au Liban (ce qui signifie qu'elle peut travailler pour un maximum de trois employeurs différents). Les travailleuses domestiques migrantes ne sont pas non plus autorisées à travailler en tant que "travailleuses indépendantes", ou à vivre en dehors de la maison de leurs employeurs. Si elles ne parviennent pas à renouveler leurs papiers, elles risquent la déportation si elles sont pris par la SG. On estime que des centaines de milliers de travailleuses domestiques migrantes au Liban sont considérées comme "irrégulières" ou sans documents légaux, en raison des difficultés pratiques à respecter les exigences de la SG.

Techniquement, tous les travailleurs migrants qui n'ont pas de documents justificatifs risquent d'être arrêtés et expulsés par la SG. Les cas de déportation sont tragiques et causent souvent des dommages à long terme aussi bien à la personne expulsée qu'aux communautés qu'elle laisse derrière elle. Cependant, le nombre de travailleuses domestiques migrantes irrégulières est énorme, et la SG a un espace limité dans ses centres de détention pour les migrants. Ainsi, d'après les témoignages des travailleuses, la SG tend à effectuer davantage de descentes pendant les périodes où elle dispose de plus d'espace libre dans son centre de détention pour migrants. Après la crise économique, le processus de déportation des travailleuses arrêtées est devenu plus lent, car de nombreux migrants et employeurs ne pouvaient pas se permettre le billet de retour des travailleuses. De nombreuses travailleuses domestiques migrantes qui souhaitent retourner dans leur pays d'origine mentionnent en plaisantant comment elles ont essayé de demander aux agents de la SG de les détenir et de les expulser (pendant la période de 2020 à 2022), car elles ne peuvent pas se permettre

de voyager elles-mêmes, mais elles étaient renvoyées et informées que "la prison est pleine".

Outre la traque des travailleurs migrants sans documents valides, la SG enquête également sur les travailleuses domestiques migrantes qui font l'objet de plaintes légales. Lorsqu'un citoyen libanais (généralement un employeur, mais peut être un agent de recrutement ou un citoyen lambda) appelle la SG pour déposer une plainte contre une travailleuse domestique, la SG lance une enquête qui aboutit souvent à la détention et à l'expulsion. Les travailleuses affirment que les plaintes sont aléatoires et comprennent des accusations de "fuite", "de ne pas travailler avec son sponsor", de vol présumé, d'aide à d'autres travailleuses pour "fuir", de menaces contre l'ordre public, et plus récemment, de trafic et de traite de personnes. Ces dernières années, certaines agences de recrutement et certains consuls honoraires qui estimaient que leurs intérêts étaient menacés par des organisatrices communautaires ont commencé à présenter leur soutien aux femmes migrantes comme du "trafic" et de la "traite de personnes". Cela inclut la fourniture d'un abri aux femmes qui fuient des foyers abusifs. Selon la SG, ce n'est pas quelque chose qu'elles sont censées faire, car cela viole les termes de leur parrainage. Ainsi, il faut être très prudent en ce qui concerne l'utilisation croissante du terme "traite de personnes" au cours des dernières années par les organismes gouvernementaux, qui tentent en réalité de renforcer le contrôle aux frontières et de limiter la mobilité et les droits du travail des travailleuses domestiques migrantes (Pearson 2001).

Le Service de la Sécurité Générale Libanais cible-t-il activement les organisatrices communautaires migrantes simplement parce qu'elles s'expriment contre le système de la Kafala ? La réponse courte et directe est non. Jusqu'à présent, la SG détient et expulse des travailleuses sur la base de plaintes déposées contre elles par des employeurs/agences/consuls. Au cours de la phase d'enquête, il devient généralement évident que la travailleuse en question n'a pas de papiers, travaille en tant que travailleuse indépendante, ou abrite d'autres femmes migrantes, ce qui constitue généralement suffisamment de motifs pour son expulsion. Ainsi, il est techniquement possible pour les travailleuses de s'exprimer contre la Kafala sans être expulsées si elles sont en bons termes avec leur employeur, ont des papiers, et peuvent obtenir une aide juridique pour se défendre contre de fausses accusations si nécessaire. Cependant, ces conditions sont presque impossibles à remplir pour de nombreuses travailleuses, ce qui signifie que les organisatrices communautaires migrantes qui mènent des activités militantes sont souvent préoccupées par le fait de contrarier le mauvais citoyen libanais.

RECOMMANDATIONS ET VOIES À SUIVRE

En fonction de l'analyse ci-dessus, nous avons rédigé les recommandations suivantes.

Recommandations pour ceux qui soutiennent l'organisation communautaire des travailleuses domestiques migrantes au Liban :

✱ **Renforcement de la communauté** : Les ONG et les ONGI doivent valoriser et soutenir les activités de renforcement de la communauté (par exemple, événements sociaux, fêtes, cours de langue, etc.) pour les travailleuses domestiques migrantes. Ces communautés fournissent la plateforme sur laquelle reposent les initiatives mutuelles d'entraide et de plaidoyer.

✱ **Droits du travail au lieu d'une lutte humanitaire** : Les groupes militants et les ONG devraient considérer les défis auxquels sont confrontés les travailleuses domestiques migrantes comme une lutte pour les droits du travail et l'intégrer dans la lutte des classes des travailleurs libanais/arabes contre la classe dirigeante, plutôt que de la voir comme une lutte humanitaire ou basée sur l'identité. Cela implique de traiter les barrières linguistiques et culturelles ainsi que de travailler vers un mouvement qui n'est pas basé sur la nationalité. Jusqu'à présent, les tentatives de soutien aux migrants au Liban ont été très faibles en termes de création de liens entre les nationalités et avec le mouvement syndical libanais au sens le plus large.

Traiter la lutte comme une lutte pour les droits du travail permet également d'éviter de s'appuyer sur des récits de victimisation et des cas individuels d'abus, situant plutôt les luttes des travailleuses domestiques migrantes dans le cadre d'efforts plus vastes visant à protéger les droits des travailleuses au Liban et dans la région. Les dispositions de la Convention 189 peuvent être un outil utile pour définir les priorités et les objectifs de plaidoyer.

✱ **Renforcement des capacités centré sur les travailleuses migrantes** : Les ONG et les ONGI cherchant à soutenir des groupes dirigés par des migrants dans le renforcement des capacités devraient adapter leur soutien aux besoins et aux

préférences de ces groupes. Il faut encourager les groupes à développer leurs propres systèmes et processus, au lieu de supposer que les systèmes de gouvernance des ONG sont les mieux adaptés. Les questions de démocratie interne, de processus décisionnels, de transparence, de collecte de fonds et de résolution des conflits doivent être prioritaires pour garantir que les groupes conservent leur légitimité auprès des membres. Au lieu de cadres de renforcement des capacités basés sur des "théories du changement" abstraites et des résultats de cadre logique, il devrait y avoir plus d'accent sur des formes de soutien qui répondent aux besoins particuliers de groupes de migrants spécifiques, y compris le besoin de flexibilité. Des recherches supplémentaires sur les systèmes de gouvernance des communautés de base pourraient être utiles.

✱ **Soutien aux efforts de collecte de fonds** : En l'absence de mécanismes efficaces de protection sociale au Liban, les groupes dirigés par des migrantes doivent continuer à développer leurs propres outils pour faire face à des situations d'urgence telles que l'hospitalisation et le rapatriement soudain de leaders communautaires migrants. Des fonds mutuels pouvant soutenir les travailleuses plus âgées rapatriées ou expulsées pourraient constituer une forme de soutien efficace.

✱ **Plaidoyer vis-à-vis des gouvernements des pays d'origine** : Les militants locaux et les groupes doivent soutenir les travailleuses domestiques migrantes dans leur plaidoyer pour contester les consulats abusifs et négligents. Les militants libanais encourent moins de risques en s'engageant dans ce type de plaidoyer que les travailleurs migrants, qui risquent d'être "enquêtés" et expulsés s'ils contrarient des individus puissants tels que les consuls honoraires, les agents de recrutement, les propriétaires d'entreprises, etc. Les ONGI peuvent également soutenir cet effort.

✱ **Soutien juridique fondé** : De nombreuses travailleuses migrantes craignent de s'engager dans des efforts d'organisation communautaire politique pour leurs droits du travail en raison du risque d'expulsion. En cas d'expulsion, la plupart des travailleuses domestiques migrantes qui ont investi leur temps et leur énergie dans des réseaux de soutien social au Liban seraient confrontées à l'isolement et à la précarité économique dans leurs pays d'origine. Afin d'éviter d'attiser cette

peur, les ONG locales et les groupes militants doivent veiller à ne pas diffuser d'informations inexactes concernant les risques d'expulsion. Jusqu'à présent, les expulsions ont été effectuées uniquement pour les travailleuses migrantes ayant des problèmes avec leurs employeurs, étant sans papiers justificatifs, ou accusés de "trafic d'êtres humains" lorsqu'elles soutiennent d'autres femmes travailleuses qui fuient des foyers abusifs. Cela signifie que les travailleuses migrantes ne sont pas ciblées pour le simple fait de parler contre le système de la Kafala, comme beaucoup de migrantes le supposent. Néanmoins, un soutien juridique ad hoc (tel que la signature de procurations avec des avocats des droits de l'homme) devrait être mis à disposition de tous les militants migrants à utiliser dans le cas où ils seraient enquêtés par la SG. Cela n'éliminera pas le risque d'expulsion, mais fournirait le soutien nécessaire aux militants migrants qui décident de prendre le risque de s'autoorganiser et de lutter contre des conditions abusives. Présenter les organisatrices communautaires migrantes militantes comme étant toujours "un risque d'expulsion" n'aide pas les travailleuses à éviter l'expulsion, mais pourrait contribuer à répandre la panique et la peur, réduisant ainsi le moral des organisatrices communautaires et du travail d'organisation communautaire dans des conditions déjà assez difficiles. Cette culture de la peur peut être remplacée par un système de soutien. Les risques peuvent être atténués en mettant en place des systèmes de soutien appropriés pour les travailleuses arrêtées, en veillant à ce que les travailleuses migrantes disposent d'informations précises sur les risques d'expulsion, et en développant des moyens de soutenir les militantes expulsées dans leurs pays d'origine.

Recommandations directes pour les organisations communautaires dirigées par des migrants :

- ✱ **Valorisation** : Il est clair que les activités de renforcement des communautés sont essentielles pour tous les groupes dirigés par des migrants inclus dans cette étude. Investir dans ces activités est nécessaire pour la durabilité d'un groupe.
- ✱ **Formalisation** : Le processus de formalisation, ou la transition d'un groupe informel et non structuré à un groupe avec des systèmes et des modes de fonctionnement clairs, est une étape importante pour la durabilité d'un groupe. Très peu d'organisations dirigées par des migrants ont réussi à le faire correctement. La formalisation nécessite

la détermination des mécanismes et des processus de prise de décision, de résolution des conflits et de transition du leadership. Une organisation aux postes vacants de leadership doit être préparée tout en veillant à ce que les connaissances et l'expérience nécessaires au leadership soient transférées aux futurs leaders. Les systèmes d'une organisation doivent être développés de manière contextualisée conformément à son esprit de base (par opposition aux systèmes bureaucratiques des ONG) et permettre la flexibilité.

- ✱ **Formulation de ses propres besoins** : Compte tenu de l'intérêt des ONG locales et internationales pour le soutien aux groupes dirigés par des migrantes, les travailleuses migrantes pourraient adopter une position plus assertive concernant les types de soutien offerts. Par exemple, si une ONG souhaite proposer des activités de renforcement des capacités, les groupes de migrants devraient s'assurer que les formations respectent les dynamiques uniques et l'esprit de base de chaque groupe, plutôt que de reproduire des structures institutionnelles.
- ✱ **Collecte de fonds** : La collecte de fonds autonome grâce à de petites cotisations mensuelles peut aller loin, surtout avec des groupes qui comptent de nombreux membres (200 membres et plus). De petits fonds peuvent être consacrés pour soutenir les travailleuses migrantes âgées en cas de déportation ou de contrainte de retour, afin qu'elles ne rentrent pas les mains vides. Cependant, la solution à long terme serait un système d'immigration juste qui accorde la résidence permanente aux travailleuses migrantes de longue durée au Liban (abolissant efficacement le système de la Kafala). Cette dernière ne peut être réalisée qu'en collaboration avec des alliés libanais qui pourraient exercer davantage de pression sur la Sécurité Générale Libanaise.
- ✱ **Organisation transnationale** : La plupart des groupes dirigés par des migrants s'organisent sur la base de la familiarité culturelle, telle que la nationalité partagée ou le pays d'origine. Alors, s'organiser à travers les nationalités des migrants reste un défi, mais le syndicat des travailleuses domestiques migrantes et le MCC sont des expériences utiles montrant que cela est possible lorsqu'il y a une volonté et un soutien suffisants.
- ✱ **Alliances avec les travailleuses domestiques libanaises/arabes** : Afin de lutter contre l'exploitation du travail migrant en tant que « main-d'œuvre bon marché », le mouvement ouvrier serait renforcé par des collaborations entre les travailleuses domestiques libanaises/arabes et d'autres travailleuses

domestiques, ainsi qu'avec la classe ouvrière locale en général. Cela remettrait en question le traitement généralisé des travailleuses migrantes en tant que main-d'œuvre temporaire exceptionnelle et leur exclusion des efforts d'organisation du reste de la classe ouvrière.

Cependant, il est également important de comprendre que les travailleuses migrantes ont créé leurs propres espaces d'appartenance au Liban grâce à leurs groupes communautaires, relations sociales, familles et entreprises, même s'ils se voient refuser la reconnaissance en tant que membres de la classe ouvrière libanaise. Reconnaître l'appartenance des travailleuses domestiques migrantes et les liens qu'elles ont créés dans le pays peut les aider à renforcer les liens de solidarité avec les travailleuses libanaises et arabes, contre leur "mise à l'écart".

- ✱ **Soutien juridique** : Les travailleuses migrantes devraient essayer d'obtenir les coordonnées d'avocats défenseurs des droits de l'homme qui pourraient les soutenir en cas d'arrestation et de déportation, surtout si ces avocats peuvent faciliter les négociations avec les parties qui poussent à la déportation.

VISION D'AVENIR

Cette étude initiale est une première tentative de raconter l'histoire de la mobilisation communautaire des travailleuses domestiques migrantes au Liban depuis les années 1980 jusqu'à nos jours. Elle examine le contexte dans lequel les travailleuses communautaires migrantes organisent des groupes de soutien, ainsi que le contexte dans lequel ces groupes opèrent, mettant en évidence les obstacles internes et externes auxquels ils sont confrontés lorsqu'ils plaident pour le bien-être collectif et les droits du travail. Bien que nous ayons tenté de fournir un aperçu concis de chaque organisation, un examen plus approfondi pourrait encore être fait. Nos résumés des organisations de migrants sont basés sur des entretiens limités, et il y a beaucoup plus à apprendre en écoutant davantage de personnes et en incluant davantage de perspectives. Notre espoir est que les récits fournis offrent un aperçu historique concis et préliminaire du travail d'organisation entrepris par les travailleuses domestiques migrantes.

Kobaissy (2017) étaye la manière dont les travailleuses domestiques migrantes ont tenté de "s'unir sans syndicat". Nous sommes impatients de voir des expérimentations similaires à l'avenir, avec des alliances encore plus créatives qui dépassent les nationalités pour lutter en faveur de meilleures conditions de travail malgré les conditions difficiles au Liban aujourd'hui. Il serait utile pour les futures recherches d'examiner différents modèles de gouvernance à travers lesquels les groupes de migrants pourraient bénéficier d'un certain niveau de formalisation sans perdre leur flexibilité, tout en préservant l'esprit de base qui est au cœur de leur identité.

Enfin, nous espérons que cette recherche suscitera des conversations sur l'avenir de l'organisation collective au Liban, en particulier avec et pour les travailleuses domestiques migrantes. Les femmes responsables de la création des organisations et associations décrites ci-dessus devraient être fières de leur contribution à la lutte pour les droits du travail au Liban, contribuant ainsi à la longue lutte pour l'abolition du système de la Kafala et pour des conditions de travail et de vie décentes pour tous.

RÉFÉRENCES

- Al-Akhbar.** "Sejel wazir al-'amal Sejaan Azzi," May 8, 2015.
- Baldwin-Edwards, Martin.** "Migration au Moyen-Orient et en Méditerranée." Genève : Commission Mondiale sur les Migrations Internationales, 2005.
- Bret, Julien.** "Circulations transnationales et travail disqualifié au Moyen-Orient : Les travailleurs non arabes au Liban." *Hommes & migrations* 1266 (2007) : 96-107.
- Chalcraff, John.** "Les travailleurs migrants syriens au Liban : les limites de l'intégration transnationale, de la solidarité communautaire et de l'agence populaire." (2006).
- "Migration et Protestation Populaire dans la Péninsule Arabe et le Golfe dans les années 1950 et 1960." *Histoire du Travail International et de la Classe Ouvrière* 79, no. 1 (2011) : 28-47.
- Couland, Jacques.** "Le mouvement syndical au Liban, 1919-1946 : son évolution pendant le mandat français de l'occupation à l'évacuation et au Code du travail." (1970).
- Dahdah, Assaf.** *Travail Domestique au Liban' : Le Liban et le marché mondial du travail domestique.* In *Frontières, Mobilités et Migrations : Perspectives méditerranéennes, XIXe-XXe siècle*, édité par Lisa Anteby-Yemini, Virginie Baby-Collin et Sylvie Mazzella, 131-148. Berlin : Peter Lang 2014.
- Endnotes.** "La Logique du Genre." In *Endnotes 3 : Genre, Race, Classe et Autres Infortunes*, 2013. <https://endnotes.org.uk/articles/the-logic-of-gender>.
- Faiz, Alys.** *Par-dessus mon Épaule.* Frontier Post Publications, 1993.
- Hanieh, Adam.** *Capitalisme et Classe dans les États Arabes du Golfe.* New York: Palgrave Macmillan, 2011. <http://www.palgrave.com/br/book/9780230110779>.
- Organisation Internationale du Travail (OIT), Bureau Régional pour les États Arabes.** "Entrelacés : Une Etude sur les Employeurs de Travailleuses Domestiques Migrantes au Liban." Beyrouth, 2016.
- Jureidini, Ray.** "À l'ombre de la vie familiale : Vers une histoire du travail domestique au Liban." *Journal des Etudes sur les Femmes du Moyen-Orient* 5, no. 3 (2009) : 74-101.
- "Travailleurs Migrants et xénophobie au Moyen-Orient." In *Racisme et politique publique*, pp. 48-71. Londres : Palgrave Macmillan UK, 2005.
- Jureidini, Ray, et Nayla Moukarbel.** "Les travailleuses domestiques sri-lankaises au Liban : un cas d'esclavage par contrat ?" *Journal des études ethniques et migratoires* 30, no. 4 (2004) : 581-607.
- Kassamali, Sumayya.** "Les mondes de vie des travailleurs migrants de Beyrouth." Thèse de doctorat, Université Columbia, 2017.
- Kobaissy, Farah.** "Organiser les non-organisés : Les Travailleuses Domestiques Migrantes au Liban." *Cairo Papers in Social Science*, Vol. 34, No. 3. Presses de l'Université Américaine du Caire, 2017.
- Longuenesse, Elisabeth, et Paul Tabar.** "Travailleurs migrants et structure de classe au Liban." (2014).
- Makdisi, Samir A.** "Leçons du Liban : l'économie de la guerre et du développement." (2004).
- Parreñas, Rhacel Salazar.** "Les travailleuses domestiques philippines migrantes et la division internationale du travail de reproduction." *Gender & society* 14, no. 4 (2000): 560-580.
- Pearson, Elaine.** *Droits de l'homme et traite des personnes : Manuel.* Alliance Mondiale contre le Trafic des Femmes, 2001.
- Slaybi, G.** *Fî al-Ittihad Kuwwa.* Dar al-Mukhtârât, 1999.
- Triangle.** *Nettoyer : Les Industries Louches qui Exploitent les Travailleurs sous le Système de la Kafala au Liban*, 2020. <https://www.thinktriangle.net/wp-content/uploads/2020/11/Cleaning-Up-The-Shady-Industries-That-Exploit-Lebanons-Kafala-Workers-1.pdf>.
- Nations Unies (ONU), Département des Affaires Economiques et Sociales.** "Perspectives de la Population Mondiale." New York, 2015. https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/Key_Findings_WPP_2015.pdf.
- Nations Unies Liban.** "Leaders du Changement – Teresa Pontillas | Nations Unies au Liban." Nations Unies Liban, 2021. <https://lebanon.un.org/en/114763-leaders-change-%E2%80%93-teresa-pontillas>.

